

crédits dont le Parlement a été saisi ou d'autres dont il le sera pourront, s'il les approuve, servir à cette fin. Au besoin, on pourrait en transférer à la Rhodésie du Sud. Nous faisons déjà beaucoup à cet égard, mais j'ai laissé entendre que nous ferions peut-être davantage.

Monsieur l'Orateur, si j'ai consacré autant de temps à la question des relations raciales, c'est parce que le succès de la conférence dépendait fortement de l'attitude adoptée à ce sujet par les délégués. A mon avis, le communiqué constitue une réalisation remarquable en ce qui a trait à la manière de régler une difficulté aussi épineuse et aussi complexe. Il s'écoulera un certain temps avant que nous puissions nous prononcer sur le succès remporté et il serait téméraire de tirer dès maintenant des conclusions définitives à cet égard. Le jugement que l'on portera à la longue sur cette réalisation dépendra de la fidélité que témoigneront les intéressés au principe dont nous sommes convenus et de l'influence qu'aura cette entente sur la pensée et les actes futurs des gouvernements représentés à la conférence de Londres.

La coutume veut que les différends entre deux pays du Commonwealth ne soient pas discutés lors des conférences des premiers ministres du Commonwealth, mais cette convention a perdu de sa valeur, considérant ce qui s'est produit au cours des deux dernières conférences. Cette coutume a été mise en question au sujet des relations entre l'Inde et le Pakistan, notamment en ce qui a trait au Cachemire. Il n'est pas question de ce différend dans le communiqué mais, au cours de la conférence, nous étions tous conscients de son importance pour le Commonwealth. Nous souhaitions de tout cœur que la conférence puisse favoriser un règlement de ce différend qui complique les relations depuis quelques années entre les deux plus grands pays membres du Commonwealth. D'autre part, nous hésitions à intervenir officiellement, ce qui aurait pu rendre une solution plus difficile. Il est assez manifeste qu'un pays tiers ne saurait faire grand-chose, mais la conférence du Commonwealth a fourni aux deux pays intéressés l'occasion de conférer à Londres, occasion plus propice peut-être que la tenue d'une réunion spéciale au Pakistan ou en Inde en ce moment. Je crois que certains progrès ont été accomplis sur ce point.

La conférence a également accordé beaucoup d'attention à deux territoires, dont la superficie est peu étendue mais les problèmes nombreux et lourds de dangers éventuels, Chypre et la Guyane britannique. Le paragraphe consacré à Chypre dans le communiqué renferme un appel lancé aux pays en

cause, et nous songions notamment aux pays les plus intéressés, la Corée et la Turquie, leur demandant de s'abstenir de tout acte préjudiciable à la tâche de la force de maintien de la paix des Nations Unies dont font partie des membres du Commonwealth, ou qui pourrait nuire aux efforts des Nations Unies en vue de trouver une solution conforme à leur charte. En ce qui concerne la Guyane britannique, la situation y est irrémédiablement confuse et il est très difficile de voir comment l'intervention du Commonwealth pourrait la redresser, enrayer le danger et restaurer l'ordre dans cette colonie bouleversée.

Il a été proposé à la conférence que les Nations Unies interviennent et maintiennent l'ordre durant les élections. Mais il devient évident, d'après les preuves qui nous ont été fournies, que la difficulté fondamentale et son péril foncier consistent en ce qu'il y a deux partis en Guyane britannique, fondés sur des questions raciales, l'un indien et l'autre africain, et que les chefs de ces partis s'appuient exclusivement sur une race ou sur l'autre. Cet état de choses a provoqué des sentiments, des préjugés et des craintes qui ne seront éliminés qu'à la suite d'une entente entre les chefs en vue d'unifier à nouveau la population. Il n'y a aucune difficulté au sujet de l'indépendance de cette colonie; le gouvernement britannique est extrêmement désireux d'accorder l'indépendance à la Guyane dès que le gouvernement de ce pays pourra l'assumer. Dans notre communiqué, nous avons fait appel aux chefs des deux partis, aux chefs des deux races, pour leur demander de se réunir et de prendre les mesures voulues.

On a beaucoup parlé de questions commerciales et économiques, mais je n'ai pas l'intention de m'y attarder. On en traite en détail dans le communiqué, et le fond des questions qui ont fait l'objet de nos entretiens a été exposé à la Chambre dans des rapports du ministre des Finances et du ministre du Commerce à diverses occasions au cours de la présente session. Les pays en voie de développement attachent la plus haute importance, d'après leurs déclarations et leurs politiques, à la conférence sur le commerce des Nations Unies qui se tient à Genève. Ils ont rappelé qu'en plus des relations raciales, la répartition des pays du monde entre pays nantis et pays dépourvus constitue aujourd'hui l'un des plus grands problèmes et l'un des plus graves dangers. Personne ne l'ignore. Nous le savons depuis nombre d'années. Toutefois, il y a lieu de signaler qu'à leurs yeux les pays nantis sont presque tous de race blanche et les pays dépourvus représentent les autres races.